

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 13

Objet de la délibération : Direction
Envibus et Régie - Maintenance d'un
système de radio, fourniture et installation
des équipements afférents - Constitution
d'un groupement de commandes entre la
C.A.S.A et la commune d'Antibes

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2021.205

Date de la convocation :

Le 30/11/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage

en date du **14 DEC. 2021**

de la réception s/Préfecture

en date du **14 DEC. 2021**

Pour le Président,

La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 décembre 2021

L'an deux mil vingt et un et le 06 décembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA

Monsieur OCCELLI,

Dans la logique de l'intercommunalité, de son objectif de cohérence territoriale et de solidarité institutionnelle, il est souhaitable de favoriser la coopération intercommunale.

C'est en ce sens que les services de la C.A.S.A ont engagé avec les communes membres, une réflexion sur la mise en place d'une logistique visant à optimiser la gestion des ressources publiques et à contribuer à la réalisation d'économies sur les achats.

Il s'agit concrètement de mutualiser les procédures de marchés publics en recourant aux groupements de commandes pour gérer les besoins en fournitures, services et travaux communs à la C.A.S.A et aux collectivités membres intéressées.

Par délibération n° BC.2017.227 en date du 11 décembre 2017, une convention constitutive d'un groupement de commande pour l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radio entre la Commune d'Antibes et la C.A.S.A a été approuvée. Un accord cadre a été attribué dans ce cadre qui a permis d'assurer l'acquisition et l'installation d'un système radio pour la C.A.S.A. et la Commune d'Antibes. Cet accord cadre a permis de mutualiser les points hauts sur les territoires afin d'assurer une meilleure couverture radio des deux collectivités.

Aujourd'hui, il est notamment nécessaire d'assurer la maintenance du système radio mis en place. Aussi, c'est dans ce cadre que vous est proposée, conformément aux article L.2113-6 et suivants du Code de la Commande Publique, la constitution d'un groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune d'Antibes pour la maintenance d'un système de radio, la fourniture et l'installation des équipements afférents.

Il s'agit d'un lot unique sans minimum et avec un montant maximum annuel de 300 000 € HT.

Il vous appartient en conséquence d'approuver la convention constitutive dudit groupement, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Composition du groupement :
La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;
La commune d'Antibes.
- Modalités de fonctionnement : comme définies dans la convention constitutive ci-jointe.
- Coordonnateur : La C.A.S.A a proposé d'être le coordonnateur du groupement de commandes constitué. Elle sera autorisée à signer le marché, à le notifier et à l'exécuter au nom du groupement.
- Commission d'Appel d'Offres : la Commission d'Appel d'Offres est celle du coordonnateur.
- Répartition financière : entre les membres du groupement : selon les consommations de chaque membre du groupement.
- La durée du groupement : le groupement est constitué pour la durée de l'accord cadre qui est d'un an à compter de sa notification et qui est reconductible tacitement trois (3) fois.

VU la délibération n° CC.2020.006 du 17 juillet 2020 du Conseil Communautaire autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions de constitution de groupement de commandes ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune d'Antibes pour la maintenance d'un système de radio, la fourniture et l'installation des équipements afférents ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué la Mobilité et aux Transports à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les avenants à ladite convention qui ne modifient pas son économie générale ;
- d'approuver la désignation de la C.A.S.A en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit accord cadre ;

- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent l'accord cadre à intervenir avec l'entreprise déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'Offres ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document ou acte permettant, conformément aux dispositions de convention ci-dessus mentionnée, de mutualiser les sites « relais » assurant la couverture en radiocommunication du territoire.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune d'Antibes pour la maintenance d'un système de radio, la fourniture et l'installation des équipements afférents ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué la Mobilité et aux Transports à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les avenants à ladite convention qui ne modifient pas son économie générale ;
- d'approuver la désignation de la C.A.S.A en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit accord cadre ;
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer les pièces qui constituent l'accord cadre à intervenir avec l'entreprise déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'Offres ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document ou acte permettant, conformément aux dispositions de convention ci-dessus mentionnée, de mutualiser les sites « relais » assurant la couverture en radiocommunication du territoire.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 décembre 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



MAINTENANCE D'UN SYSTEME DE RADIO, FOURNITURE ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS **AFFERENTS**

CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Entre

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ci-après désignée CASA, dont le siège social est situé au 449, Route des Crêtes BP 43, Les Genêts, 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX, représentée par son Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, Monsieur Thierry OCCELLI, dûment habilité par délibération n°..... du Bureau Communautaire en date du 6 décembre 2021.

Désignée ci-après « la C.A.S.A »,

ET

La **Commune d'Antibes**, dont le siège social est situé Mairie d'Antibes, BP 2205, 06606 ANTIBES, représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité par délibération n° du Conseil Municipal en date du

Désignée ci-après « la Commune d'Antibes »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes en vue de la passation d'un accord cadre relatif à la maintenance d'un système de radio, la fourniture et l'installation des équipements afférents conformément aux articles L.2113-6 et suivants du Code de la commande publique, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

Cette consultation fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert lancée en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2-1^{er} et R2161-1 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

Cette maintenance d'un système de radio, fourniture et installation de pièces détachées afférentes fera l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 300.000€ HT annuels conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique.

Le groupement a pour vocation la passation et l'exécution de l'accord cadre relatif à la maintenance d'un système de radio, la fourniture et l'installation des équipements afférents, nécessaire à l'objet de la présente convention.

Article 2 - Composition du groupement de commandes

Les membres du groupement de commandes sont :

- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
- La Commune d'Antibes

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes désigné ci-après.

Article 3 - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Le groupement est constitué pour la durée de l'accord cadre qui prendra effet à sa date de notification.

Le marché peut être reconduit par période successive d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de trois (3) ans, sans que ce délai ne puisse excéder le quatre (4) ans.

Article 4 - Coordinateur

En application à l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique, la CASA se verra confier la charge de mener la totalité de la procédure de passation et de superviser le suivi de l'exécution au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Elle est notamment chargée de :

- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- faire paraître les avis d'appel public à la concurrence ;
- remettre le DCE aux candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- convoquer la Commission d'Appel d'Offres ;
- informer les candidats retenus et non retenus ;
- signer l'accord-cadre ;
- établir le rapport de présentation au représentant de l'Etat et adresser l'accord cadre au contrôle de la légalité ;
- notifier l'accord cadre ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- régler les éventuels litiges liés à la passation et à l'exécution de l'accord cadre ;
- d'ester en justice dans l'hypothèse d'un contentieux.

La C.A.S.A coordonne l'exécution de l'accord cadre dans les conditions des articles 7, 8 et 9 de la présente convention.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement tous les actes et les informations relatives au groupement.

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

Article 5 - Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs propres, préalablement au lancement des procédures ;
- Participer à l'exécution de l'accord cadre dans les conditions prévues aux articles 7, 8 et 9 de la présente convention ;
- Informer le Coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution du marché, objet de la présente convention.

Article 6 - Commission d'Appel d'offres

En application de l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Locales, la Commission d'Appel d'Offres sera celle du coordonnateur du groupement de commandes, que représente la C.A.S.A.

Article 7 - Comité technique de coordination et de suivi

Article 7-1 : Composition du comité technique de coordination et de suivi

Le comité technique de coordination et de suivi est composé d'un représentant de chaque membre du groupement.

Le comité technique se réunit autant que de besoin durant :

- La procédure d'élaboration et de passation du marché public,
- La procédure d'exécution du marché public.

Article 7-2 : Rôle du comité technique de coordination et de suivi

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de participer et de suivre le déroulement de l'accord cadre.

7.2.1 : Passation de l'accord cadre

Le comité technique est chargé :

- De participer à l'élaboration des pièces du marché public, en vue de permettre au coordonnateur de constituer le dossier de consultation des entreprises ;
- De participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre au coordonnateur de proposer le choix du candidat à la Commission d'Appel d'Offres ;

7.2.2 : Exécution de l'accord cadre

Le coordonnateur est chargé du suivi des consommations globales de l'accord cadre. Il prend également en charge la validation des demandes éventuelles de hausses de prix transmises par le titulaire de l'accord cadre, dans le cadre des clauses définies dans ce dernier.

Dès la notification de l'accord cadre, le comité technique pourra se réunir à la demande du coordonnateur, à chaque fois qu'il est nécessaire.

L'exécution de l'accord cadre est gérée suivant les modalités prévues à l'article 8 de la présente convention.

Article 8 : Dispositions financières

Article 8-1 : Détermination des coûts

La maintenance d'un système de radio et fourniture de pièces détachées afférentes fera l'objet d'un accord à bons de commande conclu sans montant minimum et avec un seuil maximal de 300.000 euros annuels.

Article 8-2 : Répartition financière

8.2.1 : Approvisionnement

Les commandes seront gérées par chaque membre du groupement. La répartition financière sera fonction de la consommation de chaque membre. Les bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins, chaque membre du groupement prendra à sa charge l'émission des bons de commande le concernant.

Par ailleurs, les bons de commande relatifs aux prestations mutualisées sont gérés par la C.A.S.A.

La répartition financière du bon de commande est à 50% pour la C.A.S.A et 50% pour la Commune d'Antibes.

Les prestations mutualisées concernent notamment :

- L'étude de couverture,
- L'étude du nouveau système,
- La fourniture et l'installation des points hauts mutualisés et interconnectés ainsi que les prestations afférentes,
- Le lot de rechange,
- Les prestations de maintenance annuelle des points hauts mutualisés (préventive, curative et évolutive)
- Les prestations de développement.

8.2.2 : Mutualisation des sites assurant la couverture radio

Dans le cadre de ce groupement de commandes, les parties ne disposent de points hauts respectifs permettant la couverture radio sur leurs territoires :

- La C.A.S.A dispose d'un point haut situé sur le site des Courmettes et d'un point au dépôt des Trois Moulins qui pourra être mutualisé avec la Commune d'Antibes.

- La Commune d'Antibes dispose d'un point haut à la Garoupe, qui pourra être mutualisé avec la C.A.S.A, auquel il conviendra d'ajouter le point haut situé sur le bâtiment communal de la Direction des Réseaux et Infrastructures, sis chemin des terriers. Ce point haut des Terriers sera remis en service dans le cadre de ce projet.

Afin que les parties puissent disposer d'une couverture plus performante garantissant 100% de couverture de leur territoire, il est proposé de mutualiser ces trois points hauts en fonction des besoins actuels et d'envisager une réflexion future sur la mutualisation d'autres points hauts en fonction des besoins respectifs des parties. Ainsi, tout autre point haut de la C.A.S.A ou de la Commune d'Antibes présentant un intérêt dans la couverture du territoire pourrait être mis à disposition.

Les points hauts mutualisés sont mis à disposition gracieusement de l'autre partie.

Chaque point haut communique avec les autres points hauts, ces communications sont assurées par des liens intersites de type faisceau hertzien ou WLAN, notamment à ce jour :

- C.A.S.A : le faisceau hertzien du pic des Courmettes vers les Trois Moulins
- C.A.S.A : le VPN Lan to Lan Trois Moulins - St Bernard
- Commune d'Antibes : le VLAN DIREP(Terriers) – Garoupe – PM Wilson – DSI – Salusse Santoni

Les liens fournis par l'un des deux membres sont mis à disposition gracieusement de l'autre partie et seront mutualisés les parties pourront envisager une réflexion future sur la mutualisation d'autres liens intersites en fonction de leurs besoins respectifs. Tout autre lien de la C.A.S.A ou de la Commune d'Antibes présentant un intérêt pourra ainsi être mis à disposition.

L'ensemble de ses liens est nécessaire au bon fonctionnement de l'architecture radio.

Article 8-3 : Modalités de paiement

Le titulaire établira une facture pour chacun des deux membres du groupement en fonction de l'exécution des prestations respectives.

- En ce qui concerne les prestations mutualisées, les bons de commande étant établis par la C.A.S.A, les factures sont payées par celle-ci au titulaire. La Commune d'Antibes s'acquittera auprès de la C.A.S.A à hauteur de 50% des prestations mutualisées facturées à la C.A.S.A.
- Les coûts de redevance l'ANFR au titre de l'utilisation des fréquences allouées pour cette infrastructure radio seront payées par la C.A.S.A. La Commune d'Antibes s'acquittera auprès de la C.A.S.A à hauteur de 50% des redevances ANFR facturées à la C.A.S.A.

Le titulaire transmettra également un état récapitulatif au coordonnateur, la C.A.S.A, afin d'assurer le suivi de l'accord cadre.

Chaque membre se charge se chargent du paiement direct au titulaire de l'accord cadre pour les commandes qu'elles ont respectivement émises et dans les conditions prévues aux articles L2191-1 et suivants du Code de la Commande Publique et en application des articles R2191-3 à R2191-12 du même Code.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation, avis d'attribution) sont à la charge de la C.A.S.A.

Article 9: Modalités d'adhésion et de sortie du groupement

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention dans les conditions de son article 2;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, sous réserve d'un préavis de trois mois donnant lieu à une décision écrite et notifiée au coordonnateur, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

Si le maintien du groupement n'est pas décidé, les dispositions de l'article 12 s'appliqueront.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

Article 10 : Avenant à la présente convention

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente Convention, définie d'un commun accord entre les deux signataires, fera l'objet d'un avenant.

Article 11 : Litiges

Article 11-1 : Litige résultant de la présente convention

Les signataires conviennent qu'en cas de litiges, qui résulteraient de l'application de la présente convention, une conciliation devra être organisée en présence d'un expert, désigné d'un commun accord. Les frais d'expertise sont partagés entre les parties.

A défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la constatation du litige, et sauf prorogation de ce délai admise par les parties, ces dernières conservent la faculté de soumettre leur litige à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Article 11-2 : Litige résultant de l'accord cadre

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord cadre, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.

Quel que soit le contentieux, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

Article 12 – Résiliation

La résiliation de l'accord cadre entraîne la résiliation de la présente convention.

La résiliation de la présente convention, qui sera réglée par voie d'avenant, entraîne la résiliation de l'accord cadre.

Fait à Sophia Antipolis, en deux exemplaires, le

**Le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux
Transports**

**Monsieur le Maire
la Commune d'Antibes - Juan les Pins**

Thierry OCCELLI

Jean LEONETTI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/12/2021
Numéro : BC_2021_205
Nature : DE - Deliberations
Objet : Maintenance d'un système de radio, fourniture et installation des équipements afférents - Constitution d'un groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune d'Antibes
Matière : 1.1 - Marchés publics

Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 0zbnOqO

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/12/2021
Identifiant : 006-240600585-20211206-BC_2021_205-DE

Acte reçu

Date : 06/12/2021
Numéro interne : BC_2021_205
Code nature : 1
Code matière 1 : 1
Code matière 2 : 1
Objet : Maintenance d'un système de radio, fourniture et installation des équipements afférents - Constitution d'un groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune d'Antibes
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20211206-BC_2021_205-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20211206-BC_2021_205-DE-1-1_2.PDF

N